

C'est la guerre ?

La décision de bombarder les sites de la milice terroriste *Daesh* en Syrie et en Irak n'était sûrement pas facile à prendre et il est légitime qu'elle suscite un débat entre ceux qui applaudissent des deux mains après les attentats du 13 novembre 2015 à Paris et ceux qui désapprouvent – débat qui traduit bien la bonne santé de la démocratie. François Hollande a déclaré dès le soir des attentats que la France était désormais « en guerre » contre *Daesh*. Le terme ne fait cependant pas l'unanimité, car déclarer la guerre à ceux que l'on qualifiait jusqu'ici de meurtriers, de grands criminels et de terroristes, c'est reconnaître *de facto* l'existence de *Daesh* en sa « qualité » autoproclamée d'Etat – en droit international, seuls des Etats peuvent mener des guerres. C'est donc la deuxième victoire des terroristes : l'organisation a su dans un premier temps faire imposer son qualificatif « islamique » (islamiste serait plus proche de la réalité), et désormais elle peut se présenter (abusivement) comme un Etat, puisque la guerre lui a été déclarée par une alliance internationale.

Les attentats du 13 novembre ont été comparés à ceux commis en 1977 par les terroristes allemands. Le chancelier Helmut Schmidt, à la tête du gouvernement de Bonn à cette époque, s'est toujours refusé à parler de guerre dans ce contexte, estimant qu'il s'agissait de terrorisme et qu'on ne saurait négocier quoi que ce soit avec des terroristes. Certes, en donnant l'assaut au *Bataclan*, la France à son tour a montré qu'elle refusait toute idée de négociation avec les terroristes. Et le terme *Daesh* (préféré à Etat islamique ou plus succinctement à EI) rappelle qu'en son temps les attentats en Allemagne étaient présentés généralement comme ceux du « groupe *Baader-Meinhof* », de la « bande à *Baader* » ou parfois de la « *RAF* ». Plus rarement comme ceux de la « *Fraction Armée Rouge* » – c'eût été en effet reconnaître un statut militaire de la terreur (défini unilatéralement par les terroristes) que les autorités ne pouvaient accepter.

« Le débat fait rage pour savoir s'il faut vraiment parler de guerre pour lutter contre le terrorisme »

Le débat fait rage pour savoir s'il faut vraiment parler de guerre pour lutter contre le terrorisme. Au lendemain du 11 septembre 2001, les Etats-Unis ont déclaré véritablement la guerre à l'Afghanistan pour s'emparer d'Osama Ben Laden. Résultat : les frappes contre *Al-Qaïda* ont eu pour principal effet de renforcer la motivation terroriste, d'implanter l'organisation *Daesh* en Irak, en Syrie et dans toute la région et de provoquer un gigantesque flux migratoire des populations vers le continent européen, dont personne ne peut dire à l'heure actuelle quels bouleversements il suscitera dans la société occidentale.

En raison de son lourd passé, l'Allemagne n'a pas l'intention de se retrouver dans un conflit guerrier, mais elle veut faire entendre sa solidarité avec la France dans cette épreuve, sans pour autant avoir recours à des expressions marquées par l'Histoire – ce que

Nicolas Sarkozy ignorait sûrement lorsqu'il a parlé, au lendemain des attentats, de la nécessité de mener « une guerre totale » contre le terrorisme. Traduit en allemand, ces mots font froid dans le dos, rappelant un discours frénétique de Joseph Goebbels en février 1943, au cours duquel le ministre de la Propagande du Troisième Reich avait lancé un appel au peuple allemand, au lendemain de la défaite de Stalingrad, pour que soit menée une telle guerre. Certes, l'expression est plus ancienne, elle constitue un concept militaire formulé par le théoricien prussien Carl von Clausewitz (1780-1831) au début du 19^e siècle, mais publié beaucoup plus tard (« *La guerre n'est que le prolongement de la politique par d'autres moyens* ») et repris pendant la Première Guerre mondiale pour évoquer l'anéantissement des forces de l'ennemi. Depuis, les guerres ont changé de format, d'intensité, de techniques, d'armements et de règles. Peut-être faudrait-il adapter le vocabulaire – des mots nouveaux pour les maux du monde d'aujourd'hui.

Gérard Foussier